

Paris, le 1er septembre 2021

**LETTRE AUX ENSEIGNANTES ET AUX ENSEIGNANTS ET À TOUS LES PERSONNELS
ÉDUCATIFS,**

Mesdames, Messieurs,

Alors qu'une nouvelle rentrée placée sous le signe de la pandémie arrive, nous tenions à vous adresser l'expression de notre admiration et notre volonté de construire, avec vous, avec toute la communauté éducative, les réponses aux urgences de votre quotidien et aux grands défis de l'avenir de l'École de la République. Parce que l'École est l'affaire de toutes et tous, elle est au cœur de notre société.

La première urgence, c'est celle de la pandémie. Depuis mars 2020 et le choc du premier confinement, vous nous avez dit vos angoisses, votre sentiment d'abandon de la part d'un ministre qui a privilégié les annonces dans la presse à la concertation avec la communauté éducative, vos organisations syndicales, vos personnels de direction et avec vous. Parce que vous avez su tenir bon, vous adapter, accompagner nos enfants, nous vous exprimons notre gratitude.

Aujourd'hui encore, nous entendons et relayons autant que nous le pouvons vos alertes sur une rentrée difficile, sur des protocoles qui changent trop souvent et dont l'application vous est parfois difficile. Beaucoup d'entre-vous nous ont dit leur sentiment d'une rentrée scolaire trop peu anticipée par un ministre-communicant qui semble peu soucieux de vous, de vos conditions de travail et des souffrances accentuées par cette crise parmi la communauté enseignante, l'ensemble des personnels et bien évidemment parmi les élèves et leurs familles.

Cette année encore, partout où nous le pourrons, au Parlement et dans les collectivités locales, nous relayerons vos attentes, vos colères et vos espoirs. Nous serons avec vous pour réclamer une meilleure campagne d'incitation à la vaccination auprès des élèves et de leurs familles, pour demander des moyens pour faire face au risque sanitaire, et une concertation réelle. Nous serons avec vous pour refuser les suppressions de postes, les économies budgétaires ou encore une augmentation salariale trop faible pour compenser la perte de pouvoir d'achat que vous subissez depuis tant d'années.

L'urgence sanitaire ne peut pas, ne doit pas faire oublier l'urgence éducative, celle des inégalités. La crise a accentué la dégradation des conditions de travail qui sont les vôtres comme elle a amplifié la difficulté des conditions d'apprentissage. La précarisation des postes, l'absence ou l'insuffisance de personnels médico-sociaux pour répondre aux besoins de tous les élèves qui en ont besoin en est une triste illustration.

Malgré des dizaines de réformes, parfois justes et ambitieuses quand la gauche était aux affaires, notre École continue à reproduire les inégalités.

Au nom des valeurs qui sont les nôtres et dont nous savons que vous êtes nombreuses et nombreux à les partager, nous ne pouvons nous résoudre à la résignation. L'École est le lieu de la promesse républicaine, elle doit devenir un instrument puissant de l'égalité. C'est à cette question majeure que nous voulons travailler dans les mois qui viennent.

Nous croyons qu'il nous faut repenser avec sérieux notre système éducatif, son organisation, sa capacité à inclure plutôt qu'à exclure, à s'adapter aux mutations du monde et de la société, aux évolutions du numérique, des rythmes de la vie, des exigences environnementales devenues essentielles pour l'avenir de l'humanité, au souci de la démocratisation et d'un apprentissage d'une citoyenneté vivante. Aucune refonte ne se fera sans votre plein concours, sans la revalorisation de votre rôle, de vos moyens d'exercer vos missions, de les faire évoluer, et sans une rémunération et des évolutions de carrière dignes de vos missions quotidiennes et de leur place centrale pour la cohésion de la société et l'avenir de la jeunesse.

Quand un ministre de l'Education nationale relaie la propagande pauvrophobe qui veut jeter le doute sur l'usage que feraient les parents les plus démunis de l'allocation de rentrée scolaire, il se montre indigne de sa fonction. Notre époque troublée appelle de la mesure, de l'apaisement, la recherche de l'intérêt général par l'intelligence collective.

Les responsables politiques ont le devoir de permettre un débat démocratique fondé sur les faits, libre et exigeant pour construire des solutions qui permettent de relever les nombreux défis qui nous font face. L'avenir de l'École n'échappe pas à cette impérieuse nécessité de réinvention, de débats, d'un nouveau pacte éducatif qui redonne confiance, entraîne avec lui à l'heure de l'urgence climatique, sociale et républicaine, toute la Nation autour d'objectifs communs.

Pace que vous êtes les premiers experts de l'École, ses premiers défenseurs, c'est avec vous que nous voulons construire le grand projet éducatif du futur, celui qui œuvrera pour la réussite éducative de tous les élèves, qui replacera l'École au cœur de la vitalité de la République, de sa capacité à incarner dans le quotidien de chacune et de chacun sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Face à un système éducatif qui trie, qui exclut trop souvent, nous voulons réparer et transformer l'École, avec vous.

Génération.s, mouvement au cœur de l'écologie politique et de la gauche, veut remettre l'École au centre d'un projet qui rassemble la famille du progrès et de la justice, et au cœur d'un nouveau récit émancipateur pour la République.

Pour y parvenir, nous avons besoin de vous, nous comptons sur vous.

Sophie Taillé-Polian, sénatrice et coordinatrice de Génération.s

Benjamin Lucas, Conseiller régional et coordinateur de Génération.s

Pour connaître Génération.s, contribuer à nos travaux, nous rejoindre, rendez-vous sur generation-s.fr